

MC

LES VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL



ENTRE DÉNONCIATIONS ET ÉDUCATION

SOCIÉTÉP3

Politique de féminisation de l'UQAM: lente progression

UQAMP7

Le tatouage s'ancre dans les stéréotypes

CULTUREP18

La place de la diversité au sein du journalisme étudiant

OPINIONP19



Cahier d'archives : 40 ans de journalisme étudiant

CAHIERP18

ÉDITORIAL

PLAIDOYER POUR LA DIVERSITÉ

Le *Montréal Campus* souffle ses quarante bougies aujourd'hui et il s'offre pour l'occasion un merveilleux cadeau, les Vigies de la diversité et de l'inclusion. Il et elle jouent un rôle clé dans le fonctionnement du journal en orientant l'équipe vers de nouvelles pratiques plus inclusives. À l'Université du Québec à Montréal (UQAM), la diversité foisonne et son journal étudiant se doit de refléter ce principe dans ses pages.

L'entrée en poste de l'équipe actuelle, à la suite du vote tenu en assemblée générale par la Société des rédacteurs et des rédactrices du *Montréal Campus*, s'est jumelée à un constat accablant : le manque de diversité au sein de l'équipe.

La communauté étudiante internationale est pourtant bien présente à l'UQAM, qui compte parmi son effectif étudiant près de 4500 personnes provenant de 95 pays. Toute proportion gardée, l'équipe aurait dû compter deux personnes issues de cette communauté pour représenter la population étudiante de façon adéquate.

À ce défi de représentativité s'ajoute la question des étudiants et des étudiantes issu(e)s des communautés autochtones. Force est de constater qu'aucune méthode efficace et systématique ne permet le dénombrement exact de cette population dans notre université. En 2014-2015, on dénombrait 70 étudiants et étudiantes autochtones à l'UQAM, selon des données partielles, exposées dans le rapport de Laurent Jérôme et de Léa Lefevre-Radelli intitulé *Expériences, politiques et pratiques d'intégration des étudiant.es autochtones*

à l'université : le cas de l'UQAM. On peut souhaiter voir cette communauté universitaire croître, notamment grâce aux efforts de l'administration en ce sens.

Il s'impose aussi de mentionner d'autres facteurs identitaires constituant le bassin étudiant



Les Vigies de la diversité et de l'inclusion du Montréal Campus Eli C. Carreón et Ariane Brodeur-Fakhoury

de l'université. Nous pourrions énumérer des réalités toutes aussi complexes les unes que les autres : être parents étudiant(e)s, s'identifier à une identité sexuelle particulière et être en situation de handicap sont autant d'exemples de réalités qui peuvent rendre la poursuite de ses ambitions différente d'une personne à l'autre.

en fonction des identités qui composent son lectorat. Les enjeux de la diversité et de l'inclusion sont au cœur de l'orientation éditoriale du *Montréal Campus*. L'application de l'écriture inclusive depuis maintenant trois ans témoigne de cette philosophie. Cette année, l'équipe a cru bon d'explorer la solution institutionnelle par la création

de deux postes permanents, afin d'encourager le changement.

L'approche réformiste comporte son lot de critiques et surtout, de limites. L'erreur à éviter est de se satisfaire de la création superficielle de deux postes au sein de l'équipe afin de régler la problé-

une morale et surtout, une vaste connaissance des enjeux de la diversité et de l'inclusion.

Pour reprendre les mots de Sara Ahmed dans son livre intitulé *On Being Included: Racism and Diversity in Institutional Life*, il existe une différence profonde entre faire et être la diversité. Pour l'instant, le journal se situe quelque part entre ces deux options, c'est pourquoi il incombe aux prochaines équipes de rédaction de continuer les réflexions en ce sens et de toujours se remettre en question.

Quoi qu'il en soit, le journalisme évolue au gré des années et des changements sociaux. En feuilletant les archives des quarante dernières années d'activité du *Montréal Campus*, on note un étonnant progrès dans le traitement de l'information. Des moments de journalisme trouvés dans ces pages font parfois sourire, parfois grincer des dents. Somme toute, les journaux étudiants et le milieu universitaire jouent pour beaucoup dans l'exploration de nouvelles pratiques journalistiques inclusives.

Pour le meilleur et pour le pire, une communauté universitaire issue de tous les horizons se rassemble sous un même toit, celui de l'UQAM, pour apprendre ou enseigner, à temps plein ou à temps partiel, mais jamais à temps perdu. La diversité du milieu universitaire caractérise justement l'unicité de cette expérience. Dans la foulée, les journalistes du *Montréal Campus* jonglent avec calepin, stylo et micro et vont à la rencontre de cette diversité depuis la première publication du journal, en 1980. ❖

FRANÇOIS-ALEXIS FAVREAU

Devant ce constat, l'équipe du journal doit, au nom du progrès des pratiques journalistiques, se réinventer de manière constante

LILA MAITRE MONTRÉAL CAMPUS

matique enracinée du manque de diversité dans le journal.

C'est la Première spécialiste aux affaires autochtones de Radio-Canada, Isabelle Picard, qui nous a mis la puce à l'oreille lors d'une rencontre à la fin du mois de juillet, alors qu'elle venait d'entrer en poste. Les deux Vigies doivent démontrer une sensibilité,



SOCIÉTÉ

VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL

Entre dénonciations et éducation

La seconde vague du mouvement #MoiAussi qui a éclaté sur les réseaux sociaux cet été a amorcé une réflexion sur la place de l'éducation sexuelle dans les cycles d'études supérieures

ÉLISE FIOLA

De nombreux membres du réseau scolaire ont été dénoncés cet été lors de la vague de dénonciation d'agressions à caractère sexuel qui a déferlé sur les réseaux sociaux. Ces témoignages de victimes ont soulévé de multiples questions quant à l'impact des mesures de prévention implantées à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) contre les violences sexuelles.

Malgré l'impact des mesures de prévention mises en place dans les institutions d'enseignement supérieur, les violences demeurent. Une Canadienne sur dix affirme avoir été victime d'une agression sexuelle dans le contexte de ses études postsecondaires, selon une étude menée par Statistiques Canada menée en 2019. La solution passe par l'enseignement, croit la sexologue et coordonnatrice à la Chaire de recherches sur les violences sexistes et sexuelles en milieu d'enseignement supérieur (VSSMES), Laurie Fradette-Drouin. Elle estime que l'éducation à la sexualité est un droit individuel auquel tout le monde devrait avoir accès.

Initié dans les années 80, le programme d'éducation sexuelle pour les jeunes du primaire et du secondaire est peu adapté à l'époque. Celui-ci a été retravaillé par le gouvernement du Québec et rétabli de manière obligatoire en 2018. Malgré qu'elle reconnaisse l'importance des cours d'éducation à la sexualité, Mme Fradette-Drouin remarque qu'employer cette méthode d'intervention dans un cadre universitaire engendrerait des défis administratifs dus aux parcours différents des étudiants et des étudiantes.

Une application compliquée à l'université

Dans les universités, la politique 42 sur le respect des personnes, la prévention et l'intervention en matière de harcèlement a été adoptée en 2005. Depuis juin 2019, l'entrée en vigueur de la loi 16 oblige



LILA MAITRE MONTRÉAL CAMPUS

Dans le pavillon Hubert-Aquin près des locaux d'associations étudiantes, plusieurs graffitis revendicateurs illustrent des mouvements sociaux dont la lutte contre les agressions sexuelles. Ci-dessous, des détails extraits du graffiti.

chacune des institutions à se doter d'une politique pour combattre les agressions à caractère sexuel. Au début de l'automne 2020, une capsule de sensibilisation diffusée sur le Web à l'attention de la

communauté uqamienne réitérait que ces deux politiques « s'appliquent même dans un contexte de télétravail et d'études à distance ».

L'UQAM présente une stratégie annuelle de formation pensée par le Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement et le Comité permanent contre le sexisme et les violences à caractère sexuel. « La stratégie élaborée prévoit notamment une campagne de sensibilisation, des activités de formation, des ateliers, des événements, et cetera », indique la directrice des relations de presse de l'Université, Jenny Desrochers. La banalisation des violences à caractère sexuel est le thème choisi cette année. « Une capsule vidéo à l'intention de l'ensemble des membres de notre communauté sera lancée dès janvier 2021 et portera sur ce thème », ajoute-t-elle.

En 2019, dix établissements du réseau de l'Université du Québec ont mis en place une formation annuelle obligatoire, à l'instar du contenu développé par l'Université Concordia qui permet de démythifier les situations d'inconduites à caractère sexuel. Toutefois, cette initiative ne semble pas suffisante pour tous et toutes : « Des mentalités, ça ne se change pas en forçant des gens à suivre une formation qu'ils peuvent bâcler ; ça prend du temps [et] des discussions ouvertes », remarque la directrice de la clinique juridique SALVAS (Service d'aide légale pour victimes d'abus sexuels), Ophélie Boisvert.

S'éduquer en collectivité

Catherine Rousseau a rédigé son mémoire de maîtrise sur les violences à caractère sexuel en milieu universitaire. Elle prévient que « [cette forme de violence] est une problématique complexe qui ne peut se résumer qu'à

un manquement dans l'éducation à la sexualité. » Elle dénote toutefois que ce manque d'éducation spécifique est « une entrave importante à la prévention de la violence sexuelle. »

Considérant que le harcèlement et les agressions sexuelles surviennent aussi à l'extérieur du cadre scolaire, la présidente de l'Union étudiante du Québec, Jade Marciel, mentionne

que « l'éducation sexuelle [dans le cadre scolaire] n'est pas le seul moyen à entreprendre [pour combattre ces violences]. » La sensibilisation de l'ensemble de la population est, selon elle, aussi importante pour l'avancement de la lutte contre les violences sexuelles. Ophélie Boisvert croit d'ailleurs que cela passe par « l'entourage [qui] a une grande influence sur le comportement, sur la normalisation ou la sensibilisation. »

Sensibiliser pour apprendre

« On a réalisé que beaucoup de travail de "réparation" pourrait être évité en faisant de la prévention par l'éducation », témoigne Mme Boisvert. La coordonnatrice à

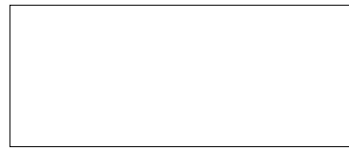
la Chaire VSSMES, Mme Fradette-Drouin, rappelle que les méthodes de prévention, qu'elles soient appliquées dans un cadre scolaire ou non, doivent accroître leur efficacité : elles doivent notamment être globales, adaptées, multiples et diversifiées.

« On ne peut pas demander à l'UQAM de compenser pour 20 ans de lacunes en éducation sexuelle, mais on peut demander à l'UQAM de se

positionner davantage comme acteur de changement plus proactif, un agent de sensibilisation », estime la directrice de la clinique SALVAS, Ophélie Boisvert.

Jade Marciel en appelle à la créativité des établissements pour rejoindre leur communauté et faire de la prévention, surtout depuis le début de la pandémie. Que ce soit des affiches, des formations, des forums de discussion, des cours consacrés à l'éducation sexuelle ou encore des campagnes sur les réseaux sociaux, les institutions peuvent agir pour faire partie de ce changement de mentalité collectif dans les établissements d'enseignement scolaires postsecondaires. ❖

Prière de recycler ce papier journal



VOL. XLI | NO.1 | 1 DÉCEMBRE 2020

PUBLICITÉ :

Accès média : 514.524.1182
info@accesmedia.com

Dépot légal : Bibliothèque nationale du Québec- Bibliothèque nationale du Canada



est publié par les Éditions Montréal Camping inc.

CP. 8888 succ. Centre-Ville, Montréal (QC) H3C 3P8

Suivez le Montréal Campus sur le Web

www.montrealcampus.ca

Courriel : redaction@montrealcampus.ca





SOCIÉTÉ

Méfaits divers

CHRONIQUE

2020 : une année de luttes sociales et politiques

MAUDE FAUCHER

Des feux de forêt ravageurs en Australie, des explosions meurtrières à Beyrouth, une tentative échouée de destitution du président américain, un krach financier mondial et une pandémie de COVID-19 : l'année 2020 passera malheureusement à l'histoire. Mais il ne reste à peine qu'un mois. Dans quelques semaines, nous aurons collectivement traversés dans ses hauts, mais surtout son bas, 2020.

Durant les derniers mois, toute la noirceur, les nombreux événements malheureux et les mauvaises nouvelles ne faisaient que s'accumuler devant nos regards ébahis.

Malgré tout, des mobilisations politiques et sociales ont égayé l'année difficile que nous venons de vivre. Retour sur ces événements prouvant que l'année 2020 nous aura fait vivre autre chose qu'un ennui profond, deux confinements et une fatigue oculaire après avoir suivi trop de cours en ligne.

Le président des États-Unis Donald Trump a perdu les élections aux mains du démocrate Joe Biden, le 7 novembre dernier. Comme l'ont noté plusieurs mêmes à ce sujet sur les réseaux sociaux, les Américains et les Américaines ont dit « Bye then » (Biden) à leur ex-président à la teinte de peau et aux propos douteux.

Des centaines d'Américains et d'Américaines masqué(e)s se sont réuni(e)s spontanément à New York et à Washington dans les minutes suivant l'annonce pour festoyer et danser sur Celebration de Kool & The Gang.

L'élection de Joe Biden et de sa colistière Kamala Harris, la première femme à devenir vice-présidente, la première femme noire, qui plus est, est historique. La victoire démocrate marque un renouveau pour les droits et libertés des communautés marginalisées, notamment pour l'émancipation de membres de la communauté LGBTQIA+.

La mort tragique de George Floyd, décédé asphyxié sous le genou d'un policier de Minneapolis en mai dernier, a été une véritable

onde de choc. Elle a mis le monde entier à l'envers. Tellement, que le meurtre de cet afro-américain a amené des centaines de milliers de personnes à sortir dans les rues pour crier haut et fort « Black Lives Matter » en guise de protestation.

Ce mouvement sociétal a mis en lumière le profilage racial de nombreux corps de police en Amérique du Nord et en Europe en plus de donner une voix aux personnes noires afin de dénoncer le « *petit racisme ordinaire* » qu'elles vivent au quotidien et qui blesse toujours davantage. Le mouvement BlackLivesMatter a été et continue d'être tellement majeur à l'international que le magazine Times l'a déclaré comme étant « *l'un des mouvements les plus influents du 21^e siècle* ».

Un autre triste décès, celui de Joyce Echaquan, une mère atikamekw, a réveillé la nation québécoise sur le racisme systémique que vivent les membres de communautés autochtones. Joyce est décédée à l'hôpital de Joliette sous les propos racistes et dégradants d'une infirmière. Ce décès bouleversant a occasionné une grande mobilisation pour dénoncer la discrimination institutionnelle et ouvrir les yeux de ceux et celles qui étaient, jusque-là, indifférents et indifférentes à cette choquante réalité.

Avec les cas de COVID-19 toujours en hausse dans des dizaines de pays à travers le monde, nous ne sommes pas au bout de nos peines. Le confinement sera maintenu pour quelques semaines au moins, les catastrophes climatiques s'aggraveront et les inégalités existeront toujours. Néanmoins, est-ce que nous pouvons, collectivement, essayer de nous délasser de ce marasme qui nous pèse depuis le mois de mars ? J'espère que, dans les prochains mois, nous demeurerons casaniers et casanières et que nous continuerons à nous protéger, tant du virus que de la petite dépression qui nous habite tous et toutes à divers degrés. J'espère que nous nous concentrerons sur les événements qui nous font avancer socialement, qui nous rendent plus ouverts, ouvertes, plus tolérants et tolérantes. Qui nous rendent plus beaux et belles. ♦

COUCHE D'OZONE

L'homme qui répara le ciel

Thomas McMillan est l'un des créateurs du Protocole de Montréal qui protège la couche d'ozone depuis 33 ans.

VINCENT ORELLANA-PEPIN

C'est en septembre 1987 que les communautés scientifiques et politiques internationales ont convergé vers Montréal pour faire face à une importante menace climatique : la détérioration de la couche d'ozone. Le milieu climatique s'unit près de 35 ans plus tard pour acclamer le Protocole de Montréal.

Le politologue retraité Thomas McMillan vit maintenant à Boston où il a été diplomate pour le Canada pendant plusieurs années. Dans cette ville, il est connu comme le consul général du Canada. À New Haven, dans le Connecticut, il est connu comme le professeur McMillan qui a enseigné à l'Université Yale. Dans la communauté scientifique, il est connu comme

la communauté scientifique internationale a découvert un trou géant dans la couche d'ozone au-dessus de l'Arctique.

Ainsi, une collaboration étroite et historique entre la classe politique canadienne, les scientifiques et les climatologues a débuté. « *C'était un processus pour lequel le Canada s'est retrouvé à l'avant-garde* », affirme M. McMillan, qui a guidé le projet avec son équipe et a convaincu originellement 24 pays de signer l'entente qui sera ensuite ratifiée par 197 pays.



COLLECTION PERSONNELLE

Thomas McMillan

Derrière le succès du protocole

« *Sans la couche [d'ozone] et sans la protection que lui a donné le Protocole de Montréal, la situation en 2020 serait assez catastrophique et il serait difficile de préserver la vie sur Terre* », assure la directrice

de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) de Paris, Sophie Godin-Beekmann, une sommité mondiale dans le domaine de la protection de la couche d'ozone. D'après Mme Godin-Beekmann, le succès du Protocole de Montréal réside dans le fait qu'il est le seul accord de son genre à avoir instauré des mesures contraignantes pour les pays récalcitrants, plutôt que de simplement faire confiance à la bonne foi et aux propositions volontaires des États participants.

Thomas McMillan et Sophie Godin-Beekmann attribuent également une grande part du succès du Protocole à l'établissement d'un fond multilatéral servant à aider les pays en développement à respecter les mesures.

Les résultats du Protocole de Montréal ont été si positifs qu'ils ont poussé en 2000 le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, à le qualifier de « plus

grande réussite de protection environnementale de notre histoire ».

La fierté d'une nation

Au Québec, le porte-parole de l'opposition officielle en matière d'environnement, Frantz Benjamin, qui qualifie le Protocole de Montréal comme un « *bon début dans la bonne direction* », rappelle la fierté que les Québécois et les Québécoises ont ressentie au moment de « *cette grande messe environnementale* ».

Le député du Parti libéral du Québec ajoute que, 33 ans plus tard, notre société arrive à un carrefour décisionnel où elle a deux choix : respecter la science ou l'ignorer.

Selon lui, il est primordial de suivre l'exemple des architectes du Protocole de Montréal en empruntant la voie éclairée par les scientifiques et les environnementalistes afin de surmonter les défis climatiques qui demeurent une menace concrète à l'extinction de la vie sur Terre.

« *Le Protocole de Montréal n'aurait pas été possible si l'administration de Mulroney n'avait pas collaboré avec les scientifiques et les environnementalistes* », insiste également Thomas McMillan.

Ainsi, afin de faire face à la menace climatique, les pays devaient collaborer plus ouvertement entre eux, mais également au sein même des gouvernements, entre politiciens et politiciennes, climatologues et scientifiques afin d'assurer une pérennité sur terre et dans le ciel. ♦



SOCIÉTÉ

DON DE SANG

«Avec notre sang» : un engagement solidaire

L'initiative a pour but de contrer la discrimination du groupe LGBTQ2 lors des dons de sang.

GENEVIÈVE ABRAN

En démarrant *Avec notre sang*, le fondateur du projet, Guillaume Savard, souhaitait inviter la communauté gaie, bisexuelle, transgenre, bispirituelle et queer (LGBTQ2) du Canada à revendiquer son accès au don de sang. Selon les restrictions de Santé Canada, directement liées à une crise de contamination dans les années 80, le groupe LGBTQ2 doit s'abstenir d'avoir des relations sexuelles avec d'autres hommes trois mois avant de pouvoir faire un don.

L'objectif de ce projet est d'amener cette partie de la population, mais aussi quiconque désirant s'allier à la cause, à signer un « *engagement solidaire* », informe M. Savard. Chaque signataire s'engage ainsi à faire un don de sang uniquement lorsque la restriction sera levée.

Avec ce projet, lancé sur les réseaux sociaux en octobre, le jeune homme vise « *une mobilisation pancanadienne de la communauté LGBTQ2 et une prise de conscience basée sur de vraies informations* [plutôt que sur des préjugés]. »

À la suite de la crise nord-américaine d'infections du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) dans la communauté LGBTQ2 au milieu des années 80, la Croix-Rouge canadienne, l'organisme qui gère les réserves canadiennes de sang à l'époque, a pris la décision que tout homme ayant eu un rapport sexuel avec un autre homme (HARSAH) dans sa vie après 1977 ne pourrait donner du sang, peut-on lire sur le site de la Société canadienne du sang.

En 2013, les restrictions passent à cinq ans, puis à un an en 2016. Santé Canada exige depuis 2019 une abstinence sexuelle de trois mois aux HARSAH.

Selon des données disponibles sur le site de Santé Canada, 70,4 % des 2561 cas déclarés positifs au VIH en 2018 étaient des hommes et parmi eux, 58,1 % étaient des

HARSAH. « *La raison pour laquelle le critère [d'abstinence sexuelle] avait été implanté existe toujours, c'est en raison du groupe à risque que constituent les HARSAH en ce qui concerne deux maladies transmissibles par le sang, à savoir le VIH et la syphilis* », explique le porte-parole d'Héma-Québec, Laurent Paul Ménard.

Selon le professeur adjoint de l'École de santé publique de l'Université de Montréal Olivier Ferlatte, la proportion plus élevée de VIH parmi cette population « *ne nécessite pas nécessairement une intervention où on doit empêcher ce groupe de donner du sang* ». Il estime que les avancements scientifiques sont suffisants pour limiter les risques, comme la médication prise par les personnes ayant le VIH limitant presque complètement le risque de transmission sexuelle de la maladie.

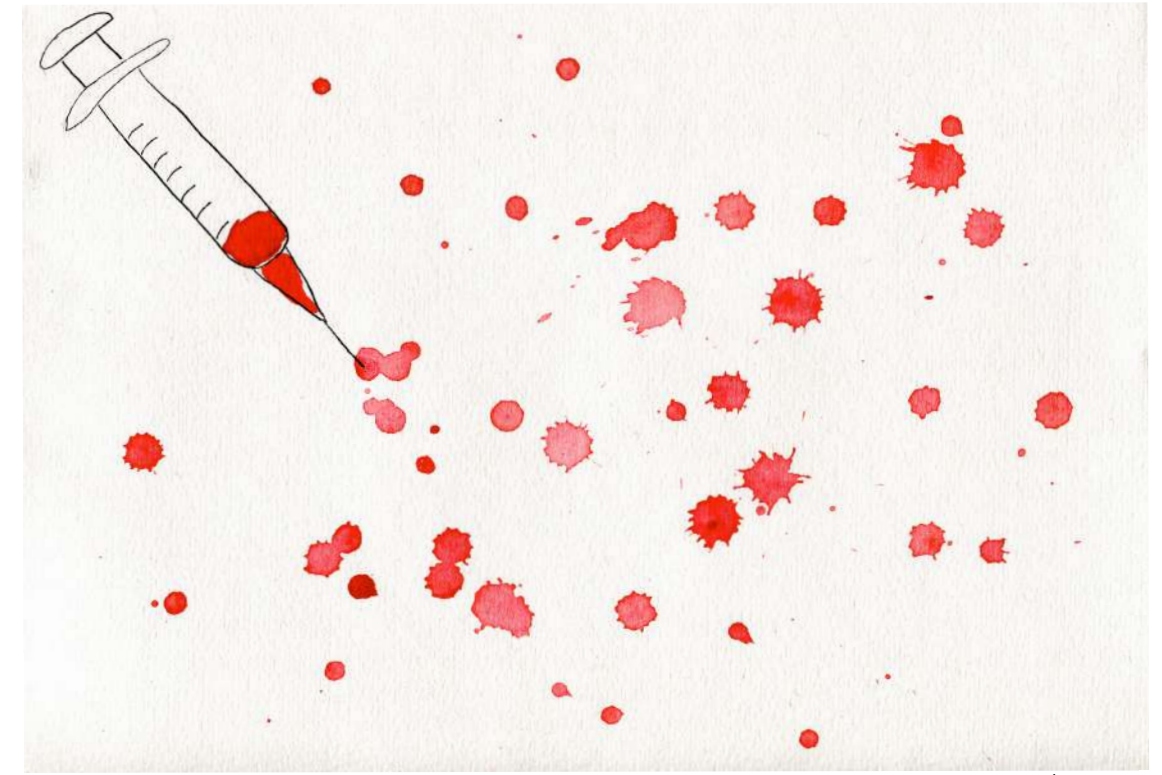
La progression des technologies de dépistage pratiquées sur chaque don de sang devrait permettre un accès à tous et toutes, croit M. Ferlatte.

«Contrairement à Héma-Québec, le VIH ne discrimine pas»

Olivier Ferlatte, École de santé publique de l'Université de Montréal

Des « *excuses publiques* »

Au-delà de cet engagement, *Avec notre sang* demande « *un changement du formulaire* [à remplir au moment de faire un don de sang] pour qu'il soit basé sur des facteurs de risque qui sont identiques à tous », stipule M. Savard. Ce dernier croit que le formulaire doit être basé d'avantage sur les pratiques sexuelles des



LILA MAITRE, MONTRÉAL CAMPUS

Pour pouvoir donner du sang, les HARSAH doivent être abstinentes sexuellement depuis trois mois. Plusieurs estiment que cette restriction contribut à marginaliser cette communauté.

individus puisque « *peu importe ton genre, ton orientation sexuelle ou ton identité de genre, du sexe non protégé comporte un risque* ». Les organismes de collecte de sang seraient hésitants à faire ces changements par crainte de perdre des dons réguliers, avance Guillaume Savard.

L'initiateur du projet exige aussi des « *excuses publiques* » des organismes canadiens de collecte de sang et du gouvernement fédéral pour les tabous imposés à la communauté LGBTQ2.

Ultimement, *Avec notre sang* souhaite un changement de gouvernance chez Héma-Québec et la Société canadienne du sang afin que les postes décisionnels soient occupés par des personnes qui sont plus représentatives de la diversité. À son avis, cela permettrait une « *meilleure compréhension des communautés* [marginalisées]. »

Pas de risque zéro

Le professeur adjoint à l'École de santé publique de l'Université de Montréal, M. Ferlatte, juge que « *contrairement à Héma-Québec,*

le VIH ne discrimine pas » selon l'orientation sexuelle. Il rappelle que les préjugés qui ont longtemps existé dans le système de santé publique se sont estompés, mais perdurent dans la population en général.

Les restrictions mises en place contribuent à marginaliser la communauté LGBTQ2, croit quant à lui M. Savard.

« *Dans un monde idéal, ce qu'on souhaite c'est de pouvoir qualifier [...] le plus grand nombre de donneurs possibles en minimisant le risque de la plus grande façon possible* », avoue le porte-parole d'Héma-Québec, qui insiste sur le fait que « *le risque zéro n'existe pas* ». M. Ménard rappelle d'ailleurs que « *Santé Canada a le mot de la fin* » quant aux restrictions qui entourent le don de sang en territoire canadien.

Santé Canada y va de façon très prudente afin d'éviter de faire face à un autre scandale de contaminations de VIH sur des produits sanguins comme celui qu'a vécu la Société canadienne du sang dans les années 80, croit l'agente

de recherche et de planification du département de sexologie de l'UQAM, Jessica Caruso.

Celle qui collabore aussi à des recherches entourant le don de plasma par les HARSAH estime que le Canada préfère y aller « *étape par étape* » pour s'assurer de minimiser le risque de contagion par le sang. « *Participer aux études reste le meilleur moyen de faire avancer les choses plus rapidement* », juge Mme Caruso.

M. Ménard souligne tout de même que Héma-Québec, conjointement avec la Société canadienne du sang, participe à des études financées par Santé Canada afin de déterminer si les HARSAH dans un « *couple stable* » pourraient se qualifier pour donner du sang sans respecter la période d'abstinence sexuelle.

L'objectif est « *d'aller chercher des données probantes qui permettraient scientifiquement de réévaluer les critères de qualification actuels et d'envisager un assouplissement supplémentaire* », affirme le porte-parole. ♦



PROGRAMMES ACADÉMIQUES

La recherche en chaire et en os à l'UQAM

L'innovation a une place prépondérante dans la création des chaires de recherche de l'Université

BENJAMIN RICHER

Les chaires de recherche, se déclinant sous une multitude de thématiques et de programmes différents, sont au cœur de la mission de l'UQAM. La Chaire Raoul-Dandurand, très en demande en 2020, est d'ailleurs un exemple prenant de ces chaires qui arrivent à se démarquer à l'extérieur de l'UQAM. Elles ont connu, au cours des 40 dernières années, maintes transformations.

Une chaire de recherche est un mandat attribué à un enseignant ou une enseignante ou encore un chercheur ou une chercheuse pour développer un champ d'études sur une thématique précise. À l'UQAM, il existe divers programmes auxquels une chaire peut s'associer.

Selon le dernier rapport annuel de l'UQAM (2018-2019), le financement global pour la recherche était de 72,70 millions, dont 68,53 provenaient de sources externes comme des subventions, des dons de la Fondation de l'UQAM ou des ententes contractuelles avec un partenariat privé ou public.

L'UQAM compte 26 chaires recherche-innovation/recherche-création, dont le financement est externe. Elles ont un mandat minimal de cinq ans et requièrent un montant d'au moins 100 000 \$ par année. Un financement record de 3,9 millions de dollars a été accordé à l'été

2020 pour la création à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM de la Chaire de recherche-innovation en planification des systèmes intelligents de logistique et de transport.

Les chaires stratégiques de l'UQAM ont quant à elles une enveloppe de 25 000 \$ par année pour un mandat de trois ans. Leur financement est interne, donc assumé par l'université. Le 13 janvier dernier, quatre nouvelles chaires stratégiques de l'UQAM se sont ajoutées aux 17 chaires déjà créées depuis 2014. Neuf d'entre elles sont en prolongation de mandat.

Il existe aussi le Programme des chaires de recherche du Canada. Créée en 2000, l'initiative investit annuellement 295 millions de dollars et compte plus de 2000 chaires, dont 32 à l'UQAM. Des organismes subventionnaires soutiennent leur financement. À l'été 2020, 3,9 millions de dollars ont été octroyés pour le renouvellement de deux chaires et la création de quatre chaires à l'UQAM.

Courte histoire de la recherche

C'est à l'arrivée de Claude Corbo au vice-rectorat à la Recherche en 1981, puis comme recteur de 1986 à 1996, que la recherche à l'UQAM prend un second souffle. En 1988, les fonds en recherche avaient plus que triplé en cinq ans. La part de financement contractuel n'aura cessé d'augmenter sous son



J.-A. MARTIN (ARCHIVES UQAM), FONDS D'ARCHIVES DU SERVICE DES COMMUNICATIONS

Membres du C.A. de la Chaire Raoul-Dandurand lors de sa création en 1996 (293u_mou111_01324)

mandat, passant de 8,5 % en 1988 à 24,5 % en 1992.

Plusieurs thématiques de recherche telles que l'environnement et les sciences de la gestion sont centrales pour l'Université. Celle-ci devient cheffe de file dans ces domaines grâce à la création de plusieurs chaires, dont la Chaire de coopération Guy-Bernier en 1987 avec la collaboration du Mouvement Desjardins et la Chaire de recherche en environnement Hydro-Québec en 1989.

Les chaires UNESCO

Sous les grâces de M. Corbo et du directeur général de l'UNESCO, Federico Mayor, la professeure à l'UQAM et précédemment secrétaire générale adjointe aux Nations Unies à New York Thérèse Paquet-Séguin cofonde le réseau international des chaires UNESCO en communication (ORBICOM) en mars 1994.

Aujourd'hui âgée de 86 ans, la cofondatrice du réseau se confie sur cette importante réalisation. « Il y avait beaucoup d'intérêt, les gens étaient un peu surpris dans divers pays parce qu'au mois de juin on était déjà 9 chaires et aujourd'hui [...] cela dépasse 35 chaires dans tous les continents », témoigne-t-elle. Il y a actuellement cinq chaires UNESCO à l'UQAM.

Mme Paquet-Séguin rappelle que « c'était l'explosion dans le domaine des communications »

dans les années 1990. Tous les pays n'étaient pas au même plan technologique, ce qui constituait une charge de travail substantielle. « Le défi était de mettre en contact [...] des gens de différentes cultures, de différentes langues, et cetera », se souvient-elle. Elle souligne aussi l'appui inestimable de l'UQAM dans la création d'ORBICOM.

Problèmes d'indépendance

La collaboration de plus en plus étroite entre l'université, dont certaines chaires, et le milieu des affaires soulève parfois des questions éthiques. Des donateurs et des donatrices peuvent exiger un droit de regard sur les orientations de la recherche et des résultats, ou encore que la chaire porte leur nom.

L'auteur de *Université inc.* et doctorant en pensée politique de l'Université d'Ottawa, Éric Martin, dénonce la « marchandisation du savoir ». « [Il y a eu] un détournement de la mission des universités qui vont les détacher du rôle qu'elles auraient dû avoir d'être au service de l'esprit, de la raison, de la culture et de la science et plutôt les amener à la production de savoirs dits utilitaires », constate-t-il.

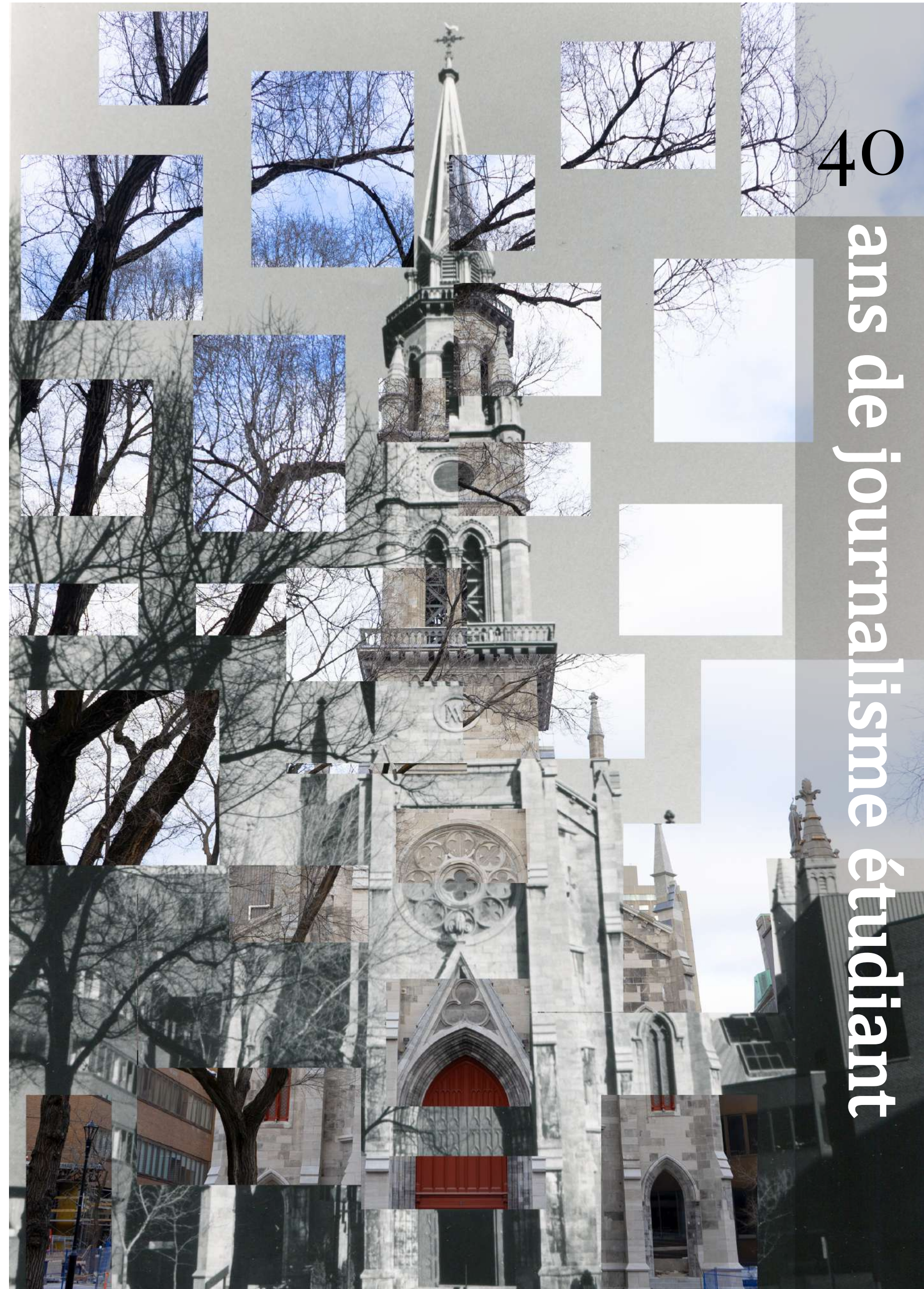
Cette réorientation est aussi politique selon M. Martin. « On a réduit systématiquement le financement public et on a encouragé les universités à devenir dépendantes de nouvelles sources de financement

corporatif », dit-il.

Des mécanismes de gouvernance sont malgré tout présents afin d'assurer le respect de la liberté académique des chercheurs et des chercheuses. « Il existe donc au sein des chaires de recherche-innovation un comité de direction et un comité scientifique sur lesquels la participation des partenaires externes est égale ou moindre à celle des représentants de l'UQAM », précise le vice-recteur à la Recherche, à la création et à la diffusion de l'UQAM.

Pour le titulaire de la Chaire recherche-innovation Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques depuis 2016, Frédéric Gagnon, même si l'occasion d'obtenir un financement d'un ou une partenaire souhaitant s'ingérer dans la recherche s'est présentée dans le passé, l'indépendance de la chaire est non négociable. « Mon principe premier est la liberté académique, c'est toujours clair quand j'obtiens un financement », indique-t-il. Ainsi, grâce à des dons purement philanthropiques, des bourses sont entre autres créées pour les étudiants et les étudiantes.

Le doctorant en pensée politique Éric Martin soutient que, dans le contexte où la survie d'une chaire dépend pour beaucoup de la capacité de la titulaire à trouver assez de financement, l'ingérence est parfois incontournable pour des chaires ayant un champ d'études plus niché. ☺



ENJEUX SOCIAUX

ENJEUX SOCIAUX

ENJEUX SOCIAUX



À GAUCHE
En novembre 1987, le policier Allan Gosset tire sur Anthony Griffin, jeune homme noir de 19 ans. La balle atteint le front de Griffin et le tue instantanément. Les antécédents racistes du policier sont par la suite dévoilés et la mort tragique de Griffin constitue ensuite un événement déclencheur de la méfiance de différentes communautés envers le corps policier montréalais. Cette photo est tirée du court article intitulé « Justice et la police », publié dans l'édition du 2 mars 1988 du Montréal Campus.

PIERRE ROUSSEL ARCHIVES MONTREAL CAMPUS

À DROITE
La Journée internationale des droits des femmes a rassemblé 8000 personnes dans les rues de Montréal en 1983. Pour l'occasion, un spectacle avait été présenté à l'UQAM et un événement proposait des prestations artistiques, des films et des ateliers. La manifestation festive rassemblait les femmes et les syndicats faisant valoir leurs droits. Il s'agissait en quelque sorte d'une alliance entre les luttes. Cette photo a été publiée en une de l'édition du 8 mars 1983 du Montréal Campus.



MICHAEL CONSTANTIN ARCHIVES MONTREAL CAMPUS



PIERRE ROUSSEL ARCHIVES MONTREAL CAMPUS

À GAUCHE
Robert Silverman, mieux connu sous le pseudonyme « Bob Bicycle », défend les modes de transport actifs depuis les années 70. À l'époque, les personnes habitant la métropole ont pu assister à ses « coups d'éclat » pacifiques visant à rendre l'accès dans le métro autorisé aux cyclistes montréalais. Aujourd'hui âgé de 86 ans, il ne peut plus se déplacer en vélo tous les jours, mais son amour pour la bicyclette est intarissable.

VIE DE CAMPUS

VIE DE CAMPUS

VIE DE CAMPUS



CI-HAUT
Les anciens étudiants et les anciennes étudiantes reconnaîtront sans doute ce lieu où d'innombrables 5 à 7 se sont déroulés. Inauguré en 1979, l'Après-cours a été pendant plus de 25 ans le repère étudiant pour discuter de politique, d'histoire, de culture, de sociologie ou de finance autour d'une bière. En raison de multiples déficits annuels atteignant les 50 000 \$, le bar étudiant met la clé sous la porte en 2008. Deux ans plus tard, les services alimentaires de l'UQAM annoncent l'ouverture du Département Bar & Bouffe où se réunissent depuis les étudiants et les étudiantes.



CAMILLE MCMILLAN ARCHIVES MONTRÉAL CAMPUS

À GAUCHE
Ayant été érigé sur le site historique de l'ancienne église Saint-Jacques, construite entre 1823 et 1825, le pavillon Judith-Jasmin a une importante histoire architecturale. L'église Saint-Jacques, première cathédrale de Montréal, est détruite par un incendie en 1852, c'est pourquoi le pavillon J intègre des éléments architecturaux néogothiques faisant référence à l'ancienne église. Ce pavillon, qui voit défiler des milliers d'étudiants et d'étudiantes chaque jour, est un lieu de rassemblement et de passage qui est témoin de l'identité uqamienne. On remarque d'ailleurs une banderole qui promouvait « radio Clef », maintenant remplacée par CHOQ.ca.

À DROITE
Cette photo, prise en septembre 1989, capture visiblement un événement de la rentrée où la communauté universitaire est réunie sur la rue Sainte-Catherine. Un match de volleyball est organisé entre les rues Saint-Denis et Berri, alors que l'UQAM célèbre son 20e anniversaire.



PIERRE ROUSSEL ARCHIVES MONTRÉAL CAMPUS

D'HIER À AUJOURD'HUI

D'HIER À AUJOURD'HUI

D'HIER À AUJOURD'HUI



MARTINE LAROSE ARCHIVES MONTRÉAL CAMPUS

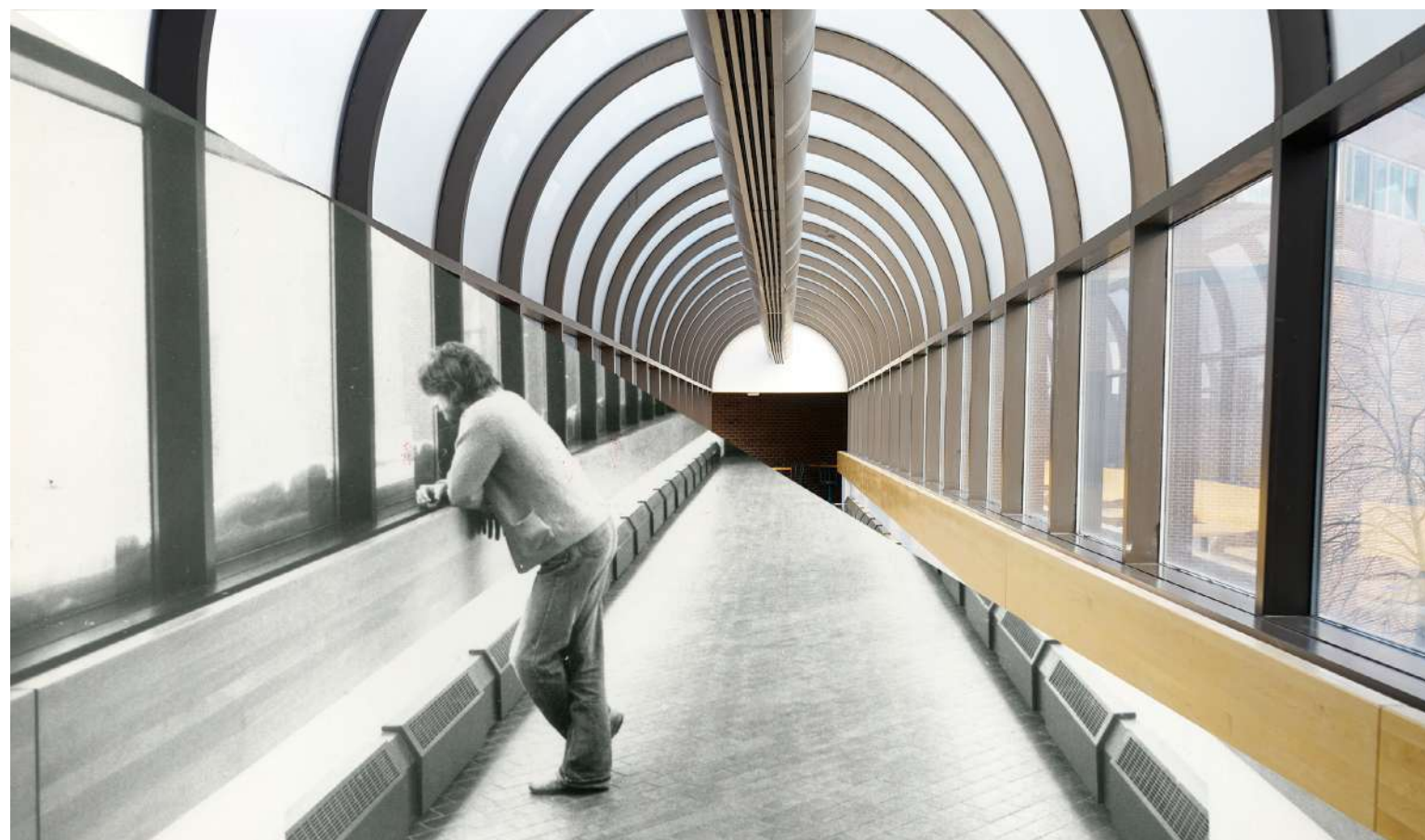
À DROITE

La photographie d'archive du club 281 montre le bar de danseurs nus à son emplacement d'origine, au 281 rue Sainte-Catherine Est, où tout a débuté en 1980. En 1993, l'édifice qui abrite le club 281 est vendu à l'UQAM, qui devient donc à ce moment la seule université au monde à posséder un club de danseurs nus sur son campus. L'UQAM loue ce local au club 281 jusqu'en 2004. Le 281 annonce sa fermeture en février 2020, prévue pour septembre de la même année, mais connaît une fin précipitée en raison de la pandémie.



À GAUCHE

Située au 2e étage du Pavillon Hubert-Aquin, cette passerelle laisse entrer la lumière comme aucun autre endroit à l'UQAM. Rappelant la structure d'une serre, les étudiants et étudiantes s'y installent entre deux cours pour manger ou étudier sous la lumière du soleil. Cette passerelle ne mène nulle part, sinon à une sortie de secours, mais son esthétique distincte en fait un lieu unique de l'Université.



À GAUCHE

Qu'on l'appelle la « cenne » ou la « puck », le point de rencontre, métro Berri-UQAM, est un repère intemporel. L'article publié en janvier 1991 fait déjà état de l'importance de ce lieu central dans la vie des Montréalais et Montréalaises à l'époque où un aller simple coûtait 1,50 \$.

« On retrouve là toutes sortes de gens qui attendent. Sa blonde, son chum, un collègue, une blind date (« J'aurai un manteau en léopard », « Et moi je porterai un esquimau sur la tête »). Des « attendeurs » qui espèrent depuis cinq ou trente minutes. Depuis une heure ou depuis toute la vie. » *Tiré de l'article original de Lise Veilleneuve, 1991.



À la défense des droits étudiants depuis 50 ans

Les associations étudiantes font partie intégrante de l'expérience uqamienne

MARIE-SOLEIL LAJEUNESSE

La communauté étudiante de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) est reconnue pour son militantisme et son implication. Que ce soit pour les frais de scolarité ou l'accès à l'éducation, ou plus récemment pour la cause environnementale et la rémunération des stages, les associations étudiantes ont un impact concret sur la vie universitaire depuis 1975.

Auparavant, les premières revendications des associations étudiantes concernaient l'accès à l'éducation, le Programme de prêts et bourses, le paiement des frais de scolarité et la justice sociale. Cependant, de nouvelles luttes sont apparues au cours des dernières années.

« Les revendications des associations étudiantes s'inscrivent dans des contextes qui sont perpétuellement changeants », spécifie le professeur de sociologie au Collège Lafleche Charles Carrier-Plante.

En effet, la coordonnatrice de l'Association facultaire étudiante de langues et communication (AFELC), Amanda Masson, rapporte que les associations étudiantes ne militent plus nécessairement pour les mêmes raisons, car les défis changent. « Mais il y a certains enjeux qui restent, comme l'environnement qui est un sujet de débat depuis longtemps », ajoute-t-elle.

Certaines revendications sont aussi revenues, comme la rémunération des stages, qui est un

enjeu historique pour l'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE). Toutefois, le responsable aux communications et à la mobilisation de l'ADEESE, Simon-Pierre Mercille, insiste sur le fait que son organisation ne revendique pas la rémunération des stages pour le milieu de l'enseignement uniquement : elle la réclame dans l'ensemble des programmes offerts à l'UQAM. « C'est le cœur de nos revendications en ce moment », affirme-t-il.

Plusieurs causes actuelles, comme les luttes pour les droits autochtones et les luttes antiracistes, sont devenues des revendications importantes pour certaines organisations étudiantes.

La pandémie de la COVID-19 a aussi accentué des enjeux importants : la flexibilité de l'université formés par ses membres, incite à la situation des parents étudiants et des étudiant(e)s internationaux et internationales.

Des fonctions fondamentales

La principale mission des associations étudiantes de l'UQAM n'a pas changé au fil des années : défendre et représenter leurs membres, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'université. Ces organisations soutiennent leurs intérêts sur les plans académique et professionnel, mais aussi politique et social.

Plusieurs services sont offerts par les associations, comme des services de soutien, des services de vente de livres usagés, des subventions, des bourses et des



LILA MATRE MONTRÉAL CAMPUS

Le local de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM qui se situe à l'intersection du pavillon Judith-Jasmin et Hubert-Aquin.

assurances collectives. Elles organisent également des activités et des événements pour rassembler leurs membres.

La présidente de l'Association des étudiants et étudiantes en droit de l'UQAM (AEDUQAM), Dalia Mihai, mentionne que son organisation, composée d'une dizaine de comités formés par ses membres, incite sa communauté à créer des initiatives, une nouveauté depuis quelques années.

Les organisations étudiantes ont conservé leurs principales fonctions au fil des années, mais la présidente de l'Association étudiante de l'École des sciences de la gestion (AéESG), Thalie Monette, signale que les membres des conseils exécutifs changent. « Les croyances, les objectifs et les désirs des exécutants ne sont pas tous les mêmes chaque année », explique-t-elle.

L'histoire des associations

À l'heure actuelle, l'UQAM est l'une des seules universités à ne pas avoir d'association générale étudiante : elle compte sept associations facultaires et 82 associations modulaires. Selon le professeur de sociologie Charles Carrier-Plante, ces organisations emblématiques reflètent la singularité de la dynamique de l'UQAM.

Après plusieurs tentatives de création d'une organisation globale

pour la communauté étudiante de l'université, l'Association générale des étudiants de l'UQAM (AGEUQAM) est fondée en 1974. Au milieu des années 1990, elle change son nom pour devenir l'Association générale étudiante des secteurs sciences humaines, arts, lettres et communications de l'UQAM (AGEsshalUQAM).

Une divergence d'idées et d'intérêts entraîne la désaffiliation de certaines facultés avec l'AGEUQAM en 1986. Trois nouvelles associations facultaires sont créées : l'Association des étudiants du secteur de la Formation des Maîtres (ADESM) qui deviendra l'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE) en 1991, l'Association étudiante du secteur des sciences (AESS) et l'Association étudiante de l'École des sciences de la gestion (AéESG).

En 2002, un référendum a lieu pour savoir si les membres de l'AGEsshalUQAM croient que l'association étudiante les représente convenablement. La majorité vote « non ».

La fin de l'AGEsshalUQAM amène la création de quatre autres associations facultaires : l'Association facultaire étudiante des arts (AFA), l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH), l'Association facultaire étudiante de science politique et

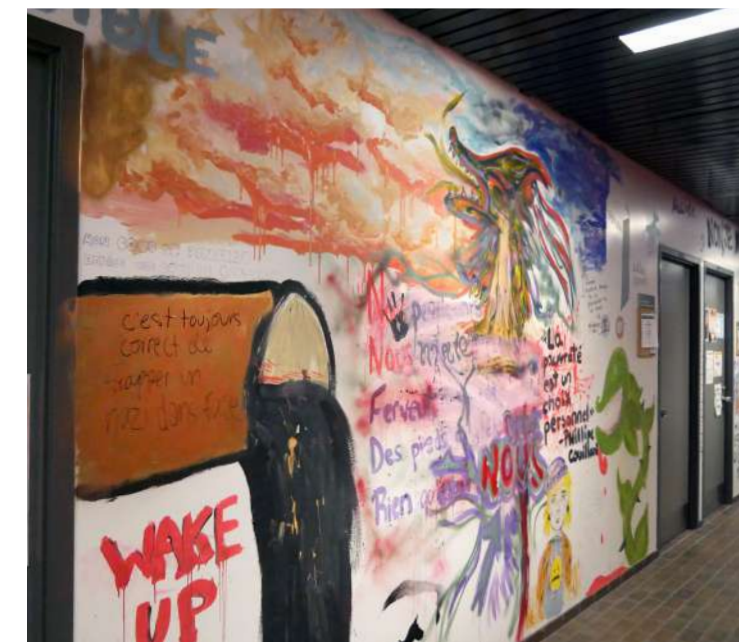
droit (AFESPED) et l'Association facultaire étudiante de lettres, langues et communication (AFELLC). Lors de la dissociation de la faculté de littérature du département de communication, l'AFELLC change son nom pour l'Association facultaire étudiante de langues et communication (AFELC).

Un retour impossible

La déléguée étudiante au conseil d'administration de l'UQAM, Stéphanie Thibodeau, ne croit pas que la communauté étudiante désire une nouvelle association générale dans les prochaines années. Selon elle, les étudiants et les étudiantes préfèrent avoir plusieurs représentants et représentantes plutôt qu'une seule personne mandatée de défendre leurs intérêts.

M. Carrier-Plante est convaincu qu'il n'y a aucune chance pour le retour d'une association générale à l'UQAM. « Les divisions sont trop grandes entre les populations étudiantes qui ne voient pas la vie associative de la même manière », ajoute-t-il.

À travers les années, la population étudiante de l'UQAM demeure profondément engagée dans diverses causes. « La base de défense reste des enjeux sociaux, de vouloir traiter de ce qui se passe. Cela reste et cela n'a pas tant bougé », conclut Amanda Masson. 🗳️



LILA MATRE MONTRÉAL CAMPUS

Plusieurs locaux des associations étudiantes se retrouvent dans l'un des couloirs du bâtiment Hubert-Aquin de l'UQAM.



Esprit de clocher

CHRONIQUE

J'aurais voulu te dire au revoir

JULIEN LACHAPELLE

Comme presque tous et toutes, j'ai reçu mon éducation à travers un enseignement à distance, en raison de la pandémie actuelle. Jamais je n'aurais pensé que la fin de mes études se déroulerait ainsi.

Depuis la première année du primaire, j'ai toujours été enthousiaste à l'idée de la rentrée scolaire. Quel plaisir de revoir mes amis et amies après les vacances d'été, de les prendre dans mes bras et de m'intéresser à ce qui a occupé leur saison estivale.

L'année 2020 fait toutefois exception à la règle. Au lieu de me retrouver en plein cœur du pavillon Judith-Jasmin, je me retrouve cloîtré chez moi, devant mon écran d'ordinateur avec des écouteurs dans les oreilles. Plutôt que de me concentrer à 100 % sur la matière, je croise les doigts pour que ma connexion internet ne me lâche pas.

Je n'ai aucun plaisir à suivre mes cours et ce, même si la matière est intéressante et captivante. Je n'ai aucun plaisir à entrer dans un cours sur Zoom et voir des caméras fermées, des micros mis en sourdine et une classe remplie d'étudiants et d'étudiantes qui attendent que le cours commence, dans un silence complet. Je n'ai aucun plaisir à vivre des moments d'anxiété et de dépression et d'autres moments de tristesse qui affectent ma santé mentale. Je n'ai aucun plaisir à devoir surmonter les douloureuses migraines provoquées par le nombre astronomique d'heures passées devant mon écran d'ordinateur.

Je n'ai aucun plaisir à m'imaginer que la fin de mes études va se conclure de cette façon.

J'essaie de me convaincre que faire tout cela permet d'éviter à plein d'étudiants et d'étudiantes d'être contaminé(e)s par la COVID-19. Malgré tout, je me dis que j'aimerais mieux être en classe un jour sur deux, comme certain(e)s élèves du primaire et du secondaire en ce moment.

Être étudiant universitaire à l'UQAM ne signifie pas juste suivre ses cours et remettre ses travaux à temps, mais également de bénéficier de ce que la communauté québécoise offre :

de nouvelles amitiées, des activités d'intégration pour les premières années, des soirées de financement pour aider les différents médias étudiants, des parties de fin de session et j'en passe. Tous ces petits moments de plaisir nous permettent de passer à travers nos sessions chargées. Le confinement nous empêche malheureusement de vivre ces expériences.

Cette réalité fait très mal. Lorsque tu es à la dernière année de ton programme, tu désires profiter de cette vie une dernière fois. Lorsque tu es un nouveau membre de cette communauté, tu veux entrer dans le bain le plus rapidement possible.

Plusieurs étudiants et étudiantes universitaires se sentent comme moi en ce moment. Le 17 octobre dernier, 140 d'entre eux et elles ont signé une lettre publiée dans *Le Devoir* abordant la difficulté de se motiver à étudier dans le contexte actuel. « *Nous sommes frappés de découragement. Devrons-nous apprendre à distance, possiblement pendant plusieurs sessions encore, dans l'attente d'un vaccin ? Notre motivation à poursuivre nos études universitaires fléchit* », pouvait-on y lire.

J'en connais personnellement quelques-un(e)s qui ont même décidé d'abandonner l'entièreté de leurs cours parce que la motivation à apprendre dans le contexte actuel se faisait de plus en plus rare. L'anxiété et la dépression suscitées par le premier confinement du printemps dernier et le deuxième, que nous vivons actuellement, ont pris le dessus sur leur parcours scolaire.

Une étude menée par l'Université de Sherbrooke en septembre 2020 a démontré que, parmi une population québécoise affligée par l'anxiété et la dépression, ce sont les adultes de 18 à 24 ans qui en souffrent le plus (37%).

La ministre de l'Enseignement supérieur, Danielle McCann, a indiqué lors d'une conférence de presse, le 10 novembre dernier, que certains assouplissements seraient peut-être permis afin que les universitaires puissent avoir plus de cours en présentiel.

Espérons qu'ils seront mis en place pour que nous puissions finir cette année d'études inusitée dans une certaine normalité. ♦

ÉTUDES DOCTORALES

Doctorant(e)s à l'honneur

Rétrospective des études doctorales dans l'œil de Francine Lavoie, première docteure diplômée de l'UQAM

LYNDIE LEVESQUE

Diplômée en 1982, Francine Lavoie est la première titulaire d'un doctorat remis par l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Depuis, quelque 3712 étudiants et étudiantes ont obtenu leur doctorat dans les différents programmes de l'Université.

Quand elle a choisi de faire ses études doctorales en psychologie à l'UQAM, Francine Lavoie ne savait pas qu'elle deviendrait la toute première titulaire d'un doctorat remis par l'Université. « *Je n'aurais pas voulu porter ce fardeau de toute façon* », confie en riant celle qui est aujourd'hui professeure émérite de l'École de psychologie à l'Université Laval.

Pour la remise officielle de ce premier diplôme doctoral, une réception est organisée.

L'événement revêt une telle importance que la ministre responsable de la Condition féminine de l'époque, Pauline Marois, y est invitée. Or, aux yeux de Francine Lavoie, son mérite n'était pas d'être une femme, mais d'avoir complété son doctorat.

Que la première personne à obtenir un diplôme d'études doctorales à l'UQAM soit une femme n'était pourtant pas banal. « *Ce premier doctorat, faisant de Francine Lavoie la première docteure de l'UQAM, témoigne de l'ouverture de cette université* », avait d'ailleurs déclaré à la Commission des études le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche de l'époque, Claude Corbo.

Même si cela n'a pas toujours été le cas, le pourcentage actuel de femmes étudiant au doctorat rend l'administration fière. « *On parle d'environ 60 % de femmes* », précise le directeur adjoint du Service de soutien académique de l'UQAM, Sébastien Drolet.

Les doctorats uqamiens

Le nombre d'inscriptions aux doctorats est en constante augmentation depuis plusieurs années. À l'automne 2014, l'Université comptait 1638 inscrits et inscrites. Ce nombre s'élève désormais à 1806 à l'automne 2020. « *Si nos docteurs [et docteures] vont si bien, c'est d'abord et avant tout grâce au corps professoral* », constate M.



ARCHIVES UQAM, FONDS D'ARCHIVES DU SERVICE DES COMMUNICATIONS
Francine Lavoie recevant le premier diplôme de troisième cycle de l'UQAM pour son doctorat en psychologie en 1982, (Cote : 45U-804-F3:05/1)

Drolet, qui a lui-même complété un doctorat en histoire à l'UQAM.

L'Université offre une trentaine de programmes de 3e cycle, dont certains qui lui octroient un titre de pionnière. Aux yeux de Sébastien Drolet, il est dans la nature de l'université « *d'innover dans certains créneaux qui sont parfois délaissés, mais non moins importants pour la société* ».

Il pense entre autres aux différents programmes de sexologie. Après avoir été la première université au Québec à offrir un baccalauréat dans le domaine dès 1969 puis une maîtrise en 1980, l'UQAM a créé, en 2012, le premier

3712

étudiants et étudiantes ont obtenu leur doctorat à l'UQAM depuis 1982

doctorat en sexologie en Amérique du Nord. Le baccalauréat en psychologie est d'ailleurs celui qui compile le plus d'inscriptions chaque année.

« *En psychologie, l'UQAM est l'université qui offre le plus de sections différentes. Il y a neuf sections, alors que certaines autres universités peuvent en offrir trois ou quatre. La psychologie communautaire, par exemple, s'offre exclusivement à l'UQAM* », explique l'étudiante au doctorat en psychologie Daphné Blain, qui a choisi de s'orienter vers la psychologie du développement.

D'hier à aujourd'hui

Ayant complété son baccalauréat et sa maîtrise à l'Université de Montréal, Francine Lavoie a choisi de réaliser son doctorat à l'UQAM. Elle se souvient faire partie de la deuxième ou troisième cohorte. Mais quand elle raconte son arrivée, elle utilise le mot « *chaotique* ». À l'époque, peu de ressources étaient consacrées aux études doctorales.

Dans son espace de travail se trouvaient cinq chaises, sans plus. « *On prélevait en cachette du matériel dans les salles de classe pour meubler notre espace de travail* », raconte Mme Lavoie.

Le Programme de bourses de soutien universel au doctorat est d'ailleurs un engagement institutionnel propre à l'université. « *Tous les étudiants qui ne sont pas boursiers des organismes subventionnaires à l'UQAM et qui décident de commencer un doctorat ont accès à 13 000 \$ sur 3 ans* », remarque fièrement Sébastien Drolet.

Afin d'améliorer l'offre, des évaluations de grade sont obligatoires aux dix ans. La candidate au doctorat Daphné Blain fait remarquer qu'une récente réforme a eu un impact concret.

« *L'autoévaluation avait permis de constater qu'après cinq ans, certains candidats au doctorat n'avaient toujours pas leur diplôme* », évoque-t-elle. Des mesures ont ensuite été mises en place, de sorte qu'aujourd'hui, le taux d'abandon au doctorat en psychologie à l'UQAM est pratiquement nul. ☺



CULTURE

HUMOUR

Ces blagues qui ne font plus rire

Les humoristes d'aujourd'hui doivent être plus prudents quant à la nature de leurs blagues

FLORENT MAIORANA

Entre ce qui fait rire et ce qui blesse, la ligne est parfois mince : l'industrie humoristique québécoise doit se renouveler sans cesse et être à l'affût des progrès sociaux pour éviter que les œuvres traversent difficilement les époques.

En humour, les limites de l'acceptable sont complexes à définir. Certaines blagues peuvent provoquer bien des rires avant d'être remises en question. « *C'est possible de manquer le bateau sur certaines affaires parce qu'on n'est pas toujours informé et on n'a pas la réponse sur tout* », affirme l'humoriste émergente Coco Belliveau.

De grands noms ont divertis plusieurs générations de Québécois et de Québécoises avec un humour grinçant auquel diverses communautés n'adhèrent plus. C'est le cas d'Yvon Deschamps, de Lise Dion ou encore de Rock et Belles Orelles (RBO). Les plateformes de diffusion en continu regorgent de blagues qui peuvent être considérées comme discriminatoires.

Les numéros comiques ont tendance à mal vieillir et c'est « *tant mieux* », selon l'humoriste de 38 ans, Léa Strélski. L'humour doit innover sans oublier les traces du passé. « *Je veux vivre dans un monde où les gens sont assez intelligents pour comprendre les contextes et les époques, sinon on ne s'en sort pas* », avance celle qui est également chroniqueuse et autrice.

Contextualiser à tout prix

Une blague sans contexte ne vaut pas plus qu'une voiture sans roues. Il faut toujours définir le cadre temporel des œuvres pour comprendre leur portée, explique l'historien Robert Aird. « *Ce sont des témoignages de l'histoire qui sont absolument essentiels, surtout en humour*. [...] *C'est une façon de comprendre les opinions, de comprendre les mentalités* », ajoute celui qui est aussi membre de l'Observatoire de l'humour.

Le passé doit être enseigné à l'image de ce qu'il a été, et ce, sans pour autant le glorifier, fait valoir le professeur associé en communication marketing à l'École des hautes études commerciales de Montréal (HEC), Jean-Jacques Strélski. L'histoire ne peut toutefois pas

être réécrite à l'avantage de tout le monde, poursuit-il.

Apprécier l'humour, au sens de sa valeur artistique, n'implique pas de justifier les propos douteux ou déplacés. Il s'agit plutôt d'un exercice analytique pour mieux comprendre les réflexions qui ont façonné le Québec.

Néanmoins, cela ne signifie pas qu'il est possible de rire de tout au détriment de certaines communautés. « *Il y a des discours qui ont déjà eu lieu et qu'il n'est plus nécessaire de répéter* », soutient la professeure retraitée au Département de français de l'Université d'Ottawa, Lucie Joubert. Elle est convaincue que la contextualisation est primordiale puisque les œuvres humoristiques sont des « *marqueurs chronologiques* » qui permettent à la société de mesurer les progrès.

Baliser, une mauvaise idée

Les discours haineux et l'atteinte à la réputation d'un individu sont sanctionnés par le système. En janvier dernier, l'humoriste Mike Ward a d'ailleurs été condamné par la Cour d'appel du Québec à payer 35 000 \$ pour discrimination envers Jérémy Gabriel. La Cour suprême du Canada entendra toutefois son appel dans les prochains mois. Au-delà des restrictions imposées par la loi, les artistes peuvent laisser libre cours à leur imagination.

Limiter la liberté d'expression est une question qui revient souvent dans la sphère publique. Or, cette option ne plaît pas à M. Strélski. « *Je milite pour une*

« Il y a des discours qui ont déjà eu lieu et qu'il n'est plus nécessaire de répéter »

Lucie Joubert, professeure retraitée au Département de français de l'Université d'Ottawa



ÉRIC MYRE

Coco Belliveau croit que les humoristes doivent toujours se questionner afin que leur humour s'adapte à l'évolution des enjeux de société.

responsabilité des auteurs plutôt que de leur indiquer formellement les balises qu'ils ne peuvent pas dépasser », dit-il.

D'éventuelles balises en humour illustreraient un manque de confiance par rapport au sens critique du public, constate Mme Joubert, qui fait aussi partie de l'Observatoire de l'humour.

Pour les humoristes, il est presque impensable de s'imaginer des règles restrictives. L'ancienne professeure croit que c'est le devoir des artistes de prendre en considération l'évolution des sensibilités.

« [Être humoriste], ça requiert d'être toujours en questionnement pour continuer à évoluer », souligne Coco Belliveau, diplômée de l'École nationale de l'humour (ÉNH). Malgré une jeune carrière, elle avoue avoir cessé de présenter certains numéros d'humour qu'elle ne considère plus comme représentatifs de ses valeurs. Un choix individuel pour le bien collectif.

Aujourd'hui, elle préfère profiter des personnages en position d'autorité pour développer son style humoristique. Selon elle, les minorités ont déjà été

suffisamment caricaturées. « *Si on balise, j'ai l'impression que ça va aussi enlever la possibilité de s'attaquer aux personnes en position de pouvoir* », croit l'humoriste de 28 ans.

La peur de rire

« [Beaucoup de] gens ne comprennent pas que l'humour c'est de la fiction, ce n'est pas la vraie vie. [...] Les gens ne comprennent pas la nuance entre l'opinion de quelqu'un et la fiction humoristique », déplore Léa Strélski, également diplômée de l'ÉNH.

Elle concède que les époques changent et que les mentalités évoluent. Même si certains numéros d'Yvon Deschamps ont mal vieilli, elle précise que sa perception de la société était du génie pour son temps. Son père, Jean-Jacques Strélski, est du même avis. Il ajoute que l'humoriste jouait un personnage sur scène et que ses blagues sur les femmes ou les personnes noires ont grandement fait réfléchir le Québec.

Selon le professeur associé à HEC Montréal, le public doit aussi se responsabiliser dans le cadre

de sa consommation en matière d'humour. Il rappelle que chaque membre d'un auditoire a le devoir de se questionner sur ce qu'il désire accepter en tant qu'individu. « *Non seulement j'ai le droit, mais j'ai le devoir de me prononcer, de regarder ce que je peux faire, de changer d'avis parfois, si je suis convaincu que les choses qu'on faisait avant n'étaient pas correctes* », insiste M. Strélski.

« *Quand on est dans une salle de spectacle avec un humoriste, on accepte que les codes et les conventions soient levés le temps d'un spectacle*, précise M. Aird, qui enseigne à l'ÉNH. *On accepte qu'il nous dise des choses invraisemblables et des choses qui sont fausses*. »

La majorité des spécialiste(s) rencontrés par le *Montréal Campus* jugent que l'auditoire est assez intelligent pour faire la différence entre l'humour agressif et l'humour soigneusement travaillé.

Par contre, il faut s'attendre à ce que d'autres œuvres fassent scandale dans le futur. L'une des caractéristiques de l'humour consiste à toujours repousser les limites, ce qui cause inévitablement des dérapages. ☹



CULTURE AUTOCHTONE

Partager la mélodie

Longtemps laissée pour compte, la musique autochtone se taille peu à peu une place sur la scène musicale du Québec

MARIE-SOLEIL BRAULT

De Kashtin à Elisapie, en passant par la création du festival Innu Nikamu et la remise du premier Félix de l'Artiste autochtone de l'année, la musique autochtone est aussi diversifiée que ses 11 nations, mais la relève demeure peu connue des oreilles québécoises.

Les artistes sont présent(e)s partout sur les scènes musicales du Québec et dans les listes de lecture de Spotify. Leurs origines tout comme leur musique passent toutefois inaperçues. Les années 80 ont fourmillé de créations populaires et d'initiatives musicales autochtones. Vingt ans plus tard, cette musique est représentée par plusieurs artistes interdisciplinaires qui travaillent pour faire reconnaître leur place sur la scène culturelle québécoise.

« Les Québécois ont encore de la difficulté à laisser de la place à la musique autochtone », et ce, même si elle est aussi variée et de bonne qualité que celle des allochtones, souligne le réalisateur du film *Rumble : The Indians Who Rocked The World*, Alfonso Maiorana. Récipiendaire de plusieurs prix dont un du Festival du film de Sundance, le réalisateur ajoute que le *Montréal Campus* est le premier journal à s'entretenir avec lui pour parler de son documentaire dédié à la musique autochtone. Ce silence témoigne du manque de représentativité des communautés dans les médias québécois.

« C'est aussi un moyen pour un(e) artiste de mettre de l'avant l'importance de voter ou de ne pas le faire, afin de faire entendre sa voix en tant que citoyen(ne). Quoi qu'il en soit, les artistes contribuent grandement à la prise de position politique du public.

La musique a le pouvoir d'être une production culturelle qui rend intime la relation entre le public et l'artiste. Un lien privilégié qui permet un contact instantané avec l'auditoire afin de le faire réévaluer sur ses valeurs et ses croyances.

L'art est fait pour avoir un impact sur la vie de son public: que ce soit bon ou mauvais. C'est là qu'est toute la beauté de la culture. Mais sommes-nous prêt(e)s à laisser aux artistes une plus grande place sur la scène politique ?

Kanye West a déjà tenté sa chance en se présentant aux présidentielles américaines de 2020. Alors quand Lady Gaga lancera-t-elle sa campagne pour les présidentielles de 2024 ?

À cette époque, la musique autochtone est très nichée et surtout écoutée par les Premiers Peuples. Les styles folk, rock et country sont davantage écoutés dans les communautés. « C'est une musique de territoire, de nostalgie, qui parle des problèmes économiques et de la famille. Ça rejoint beaucoup les réalités autochtones d'aujourd'hui », précise l'anthropologue Véronique Audet.

En 1985, la création d'un festival autochtone consacré aux talents issus des communautés voit le jour. Le Festival Innu Nikamu offre à plusieurs artistes la possibilité de performer devant public et de se faire connaître. Le festival, toujours actif aujourd'hui, propose



JOCELYNE BÉLAND

Le groupe Sandrine & the Maybees s'inspire de chants traditionnels autochtones pour créer sa musique.

une scène par et pour des artistes autochtones.

Du folk à l'électro et du hip-hop jusqu'au heavy métal, la relève autochtone prend de plus en plus sa place, diversifiant ainsi l'offre musicale. De nouvelles têtes d'affiche comme la chanteuse folk inuk Elisapie ou le rappeur algonquin Samian reflètent l'apparition de nouveaux styles. Sur les ondes radio du Québec, chez les disquaires et surtout sur les plateformes d'écoute telles que Nikamowin – la version autochtone de Spotify –, ces artistes se font entendre.

La reconnaissance de la musique autochtone s'est aussi traduite par la naissance, en 2019, de la catégorie Artiste autochtone de l'année par l'Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ). Le premier Félix a été gagné par Florent Volland, alors que le second a été remporté par Elisapie.

Alfonso Maiorana précise qu'il faut réaliser que cette place

leur revient inévitablement puisque « les chants autochtones ont une grande influence dans les origines du rock, du blues et de plusieurs styles musicaux que nous écoutons aujourd'hui ». Le fait que l'héritage musical soit très peu connu du grand public fait écho au manque d'éducation entourant cette culture.

Artiste à sa manière

Être un(e) artiste autochtone ne signifie pas pour autant devoir créer du contenu en lien avec son identité. Certain(e)s préfèrent la création de musique populaire, alors que d'autres composent dans le but de partager leur culture. C'est le cas du collectif Sandrine & the Maybees. La musicienne d'origine wendat à la tête du groupe, Sandrine Masse-Savard, s'inspire des chants traditionnels de son enfance et se les réapproprie au travers de son propre style musical. « Se rapprocher de l'esprit du chant et de la langue, c'est super important. Surtout que la langue porte la culture, c'est un trésor vraiment précieux », confie l'artiste. La musique des Premiers Peuples ne cesse d'évoluer et elle se taille maintenant une place de choix dans la discographie québécoise. Le talent de ces artistes et leur volonté d'être écouté(e)s et reconnu(e)s ont réussi à diminuer la distance entre les nations et les grandes villes. Ce n'est qu'une question de temps avant que la musique autochtone ne fasse son chemin jusque dans les oreilles et le cœur de la population québécoise.

« Les Québécois ont encore de la difficulté à laisser de la place à la musique autochtone »

Alfonso Maiorana, réalisateur et documentariste



En coulisses

CHRONIQUE

La mal-aimée de la pandémie

MAÏKA YARGEAU

Depuis quelques mois déjà, je coiffe le rôle de cheffe du pupitre culture au *Montréal Campus*, un poste occupé par des dizaines de têtes avant la mienne. Chaque semaine, ma collègue Andréa et moi recherchons des sujets intéressants et pertinents pour le journal étudiant. Une tâche agréable, parfois ardue, que plusieurs autres ont réalisée au fil des années.

Leur travail était toutefois quelque peu différent, car la culture ne prenait jamais de pause, ce qui créait un flot continu de sujets. Cette année, la COVID-19 a freiné cette abondance d'art à laquelle nous étions pourtant accoutumés.

En mars dernier, un premier confinement surprenant a engendré une pause de trois mois pour les cinémas, théâtres, musées, galeries et autres. Services essentiels seulement, disait-on. On le sait bien, la culture n'est qu'un divertissement, rien de plus.

C'est avec le moral à plat et l'économie qui battait de l'aile que le confinement a pris fin, ou plutôt qu'un sursis nous a été accordé.

En septembre, on ferme à nouveau les portes des institutions culturelles. La deuxième vague avait pointé le bout de son nez, et il n'en fallait pas plus pour déclencher la crainte d'un raz-de-marée comparable à celui du printemps dernier.

Mais pitié, continuez à nous amuser. L'hiver froid est imminent, le télétravail-école-autre est épuisant, nous avons besoin de divertissements.

Telle est la requête de la population. Une demande juste, mais qui exige des efforts grandioses de la part des artistes qui sont sans trop de moyens, sans trop d'argent.

Le gouvernement québécois a investi en culture depuis le début de la pandémie, précisément 450 millions de dollars. Une somme astronomique, mais qui ne bénéficie pas à tous. Les 50 derniers millions annoncés au début du mois d'octobre serviront uniquement au remboursement des revenus de billetteries anticipés.

« Un geste fort », comme l'a souligné le ministre de la Culture et des Communications, Nathalie Roy, mais qui comporte certaines failles. Par exemple, la plupart des

propriétaires de galeries d'art ne fonctionnent pas avec une billetterie. Leur revenu est issu de la vente d'œuvres. Malheureusement, qui dit galeries fermées, dit aussi moins d'art acheté.

Dans le canot de sauvetage de la pandémie, c'est la santé, l'éducation et la sécurité financière qui passent d'abord, laissant sombrer le milieu culturel et les artistes. Bien que compréhensible, la réalité demeure : le domaine artistique coule sous nos yeux.

Année après année, la culture va de mal en pis : nos auteurs et autrices sont sous-rémunéré(e)s, 65 % d'entre eux et elles gagnent moins de 5000 \$ en revenus d'édition par année selon l'Union des écrivaines et des écrivains québécois; les cinémas ferment leurs portes alors que les plateformes de diffusion en ligne ne cessent d'ouvrir des comptes; et les musiciens et musiciennes ne gagnent que quelques sous par écoute, ce qui est bien loin d'être suffisant.

La pandémie ne fait qu'empirer ce désolant constat. L'industrie de la musique est forcée d'annuler tous ses concerts, laissant pleine place aux applications qui grugent les salaires. Les grandes productions de théâtre et de cinéma mettent leurs activités sur pause par peur d'un revenu médiocre issu de la fermeture des salles.

La COVID-19 affecte l'entièreté de la société, il ne faut pas s'y tromper, mais la culture est tristement affligée. Le manque de financement et la fermeture des milieux engendrent une diminution des productions artistiques qui aura forcément un impact considérable sur la population.

Mais à quand cette prise de conscience où l'on accepte que la culture est un service essentiel ? Que l'élastique sur lequel on tire depuis trop longtemps est sur le point de rompre ? Et par le fait même, de blesser. Blesser toute(s) ces artistes diligent(e)s qui s'évertuent à ouvrir les esprits et à bâtir les consciences tout en divertissant.

Nos artistes ont besoin, plus que jamais, de soutien. De celui du gouvernement, mais du nôtre aussi. Continuons d'apprécier leur art, mais de façon intelligente. Payons pour le contenu, pour s'assurer de toujours y avoir accès, mais surtout pour reconnaître la contribution de la culture à notre société.

RÉFÉRENDUM

Artistes désenchanté(e)s

Les œuvres inspirées du mouvement référendaire de 1980 illustrent une désillusion généralisée

LAETITIA ARNAUD-SICARI

Le 20 mai 1980, lors du premier référendum sur l'indépendance du Québec, 60 % de la population québécoise a rejeté l'idée d'un Québec souverain. Ce rêve brisé pour des centaines de milliers de personnes a laissé comme héritage une douleur qui a teinté le milieu artistique de la Belle Province d'une certaine dépolitisation. Rétrospective sur l'art postréférendaire.

À la suite de la défaite du « oui » au référendum de 1980, une vague de déprime a déferlé sur la communauté artistique québécoise. « L'échec référendaire a créé un sentiment de rejet [de la part] des milieux culturels, qui étaient très favorables à la souveraineté du Québec », explique le politologue et essayiste Denis Monière.

L'impression que « l'opinion publique n'était pas derrière eux », a engendré une douleur chez les artistes politisés et engagés à la cause de l'indépendance.

Cette baisse de moral et cette morosité se sont traduites par un retour à des valeurs plus traditionnelles, puisqu'on « se réfugie dans les choses que nous considérons comme stables », relève le professeur adjoint au Département de littérature, de théâtre et de cinéma à l'Université Laval, Jonathan Livernois.

Par exemple, Jean Larose a publié, en 1987, *La Petite Noireur*, un recueil regroupant 13 essais, qui tentent de dresser un portrait du Québec à l'ère postréférendaire. Pour ce faire, un parallèle est effectué avec le règne de Maurice Duplessis (1944-1959), qui a été marqué par un certain obscurantisme.

« Des artistes vont devenir moins politisés, ils vont se tourner vers des préoccupations plus individuelles », constate Denis Monière. Les effets psychologiques ont été nombreux chez plusieurs artistes qui ont milité pour la souveraineté du Québec.

En plus d'une dépolitisation générale, certain(e)s de ces acteurs et de ces actrices culturel(le)s ont aussi orienté leur production artistique vers d'autres causes, en raison du désenchantement causé par la défaite.

De la fiction au documentaire

Jonathan Livernois explique que l'échec référendaire est un

« angle mort » de la création, car cette défaite représente une « blessure » pour certain(e)s artistes indépendantistes.

La société est ainsi passée de la réalisation d'un projet collectif à un individualisme plus marqué. Le dramaturge québécois François Archambault s'est d'ailleurs inspiré de ce changement de cap pour sa pièce de théâtre intitulée *Quelque chose comme une grande famille* (2018).

En situant l'action en 1982, année marquée par une crise économique et une déprime post-référendaire, ses personnages vivent le retour du Québec à ses petites occupations en s'accrochant à leur famille pour tenter de surpasser la mélancolie.

En 2014, François Archambault invitait déjà le public québécois à se replonger dans cette période négligée, écartée de la mémoire collective, avec sa pièce *Tu te souviendras de moi*.

« Je voulais jouer avec les notions de mémoire individuelle et de mémoire collective en mettant en parallèle un personnage qui a vécu la montée de la souveraineté et [qui souffre] d'alzheimer avec une société qui a aussi essayé d'oublier un événement traumatisant », explique-t-il.

La productrice, réalisatrice et scénariste canadienne, Dorothy Todd Hénaut, a conçu en 1988 le documentaire *A Song for Quebec*, qui a été traduit en français un an plus tard, devenant ainsi *Québec...*



ILLUSTRATION ÉDOUARD DESROCHES

L'échec référendaire est un « angle mort » de la création, car il représente une « blessure » pour certain(e)s artistes indépendantistes.



ARTS VISUELS

Le tatouage s'ancre dans les stéréotypes

La couleur de la peau demeure un frein à qui veut se faire tatouer à Montréal

GENEVIÈVE LAROCHELLE-GUY

Le tatouage s'est peu à peu défait des préjugés qui lui étaient associés en démontrant qu'il s'agissait d'un art dédié à tous et à toutes, et non pas qu'aux personnes marginales. La pratique se révèle toutefois moins inclusive que prévu, laissant parfois les personnes à la peau plus foncée de côté.

« Les gars de club, les alcooliques, les prostituées et les marins, c'était ma clientèle à l'époque », énumère Clément Demers, qui a commencé à tatouer dans les années 70.

Seuls les marginaux avaient des tatouages, rendant cette forme d'art stigmatisée par la société. Désormais, une personne sur quatre est tatouée, selon une étude menée en 2016 par la société de recherche Ipsos Reid.

« Ce sont les magazines de tatouages, arrivés en 1985 environ, qui ont démocratisé le tatouage », explique M. Demers, qui a pris sa retraite depuis peu, après avoir travaillé pendant cinquante ans dans le domaine.

« En plus de présenter les tatoueurs et les tatouages comme étant quelque chose de cool, [...] l'équipement à tatouage était maintenant accessible [pour] tout le monde », ajoute-t-il.

Ces articles ont attiré de nombreux jeunes artistes. « Ils trouvaient que ça avait l'air payant et le fait de travailler pour eux-mêmes était alléchant », se souvient l'artiste retraité qui a appris l'art de tatouer de son père, à l'âge de 16 ans. Ces artistes ont, par la suite, rapidement participé à l'évolution du style en apportant de nouvelles idées.

Un vent de changement

« Les modèles de tatouages ne font plus seulement la promotion de la violence, mais aussi de la solidarité envers certaines causes telles que la féminité, l'appartenance à une

minorité visible ou les maladies orphelines », explique le professeur enseignant à l'École supérieure de mode de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM, Philippe Denis.

Le mouvement de démocratisation du tatouage est apparu à la fin des années 90, alors qu'une quête de sens a submergé la société québécoise, explique le chargé de cours. Selon Philippe Denis, ce mouvement « s'est traduit par une quête de la possession de notre corps, entre autres par le biais du tatouage ». Les tatoueurs et les

perception que le public avait de cette pratique.

Les mis(es) de côté

Bien que le tatouage ait été démocratisé, tous et toutes ne peuvent y avoir accès aussi aisément. Certaines personnes à la peau foncée se font dire qu'elles ne peuvent pas se faire

découper », se souvient l'étudiante en gestion à l'UQAM, Eva Loussala. Des lignes plus épaisses que souhaité et des artistes « agressifs » dans leur façon de tatouer, c'est le traitement que la jeune femme noire a reçu.

Croyant que le dessin serait plus voyant en appliquant rigoureusement l'encre sous la peau et en prenant l'initiative d'y tatouer des traits plus épais, le tatoueur serait tombé « plus dans les stéréotypes que dans les faits », croit la jeune femme qui possède d'autres dessins corporels aux traits plus fins.



« Il a rentré l'aiguille tellement profondément dans ma peau que j'avais l'impression de me faire découper »

Eva Loussala, étudiante en gestion à l'UQAM

accueillants et lumineux « afin qu'ils soient plus agréables à fréquenter », révèle-t-il.

Cela a permis de bonifier la

tatouage avec de l'encre de couleur puisqu'elle ne sera pas visible sur leur « pigmentation » de peau.

« C'est dommage, car en réalité, ce n'est pas vrai. Il faut faire des tests, quitte à vérifier avec du henné pour voir quelle couleur convient le mieux au type de pigmentation », soutient le professeur enseignant à l'École supérieure de mode.

« Il a rentré l'aiguille tellement profondément dans ma peau que j'avais l'impression de me faire

l'air de rien aujourd'hui, contrairement à ceux de mon amie à la peau claire, qui ont été faits en même temps que moi avec la même tatoueuse », ajoute l'étudiante.

De l'autre côté de l'aiguille

« Plus la peau est foncée, plus ça nous limite dans ce qu'on peut faire, comme les ombrages ou les couleurs vives », explique Ugo Barette, tatoueur et copropriétaire du salon Mauvais Garçons Tattooshop, à Laval.

Il mentionne également qu'il peut s'avérer plus ardu pour un(e) artiste de voir son travail sur des peaux plus foncées : « c'est comme de l'encre noire sur du papier noir, ça demande plus d'attention. »

La cicatrisation de la peau noire ne se fait pas de la même façon que la peau claire.

« Il faut en être conscient », explique le tatoueur chez Bésame Studio à Montréal, Leyem Meillan. Pour lui, tatouer des peaux foncées est un défi.

« Pour faire un portrait, par exemple, il faut de plus grands contrastes puisqu'il y a certaines nuances de gris qu'il ne sera pas possible d'appliquer sur une peau foncée », exprime-t-il.

Adapter son art

Pour la tatoueuse Judith-Aïsha Dortéus, connue sous le pseudonyme « Oya » dans le monde du tatouage, il est évident que cet univers « est totalement discriminatoire ».

Selon celle qui exerce son art au salon de tatouage Le Chalet Tattoo Shop, cette problématique découle d'un manque d'éducation et de pratique de la part de certain(e)s artistes. C'est en faisant des dessins plus aérés et avec plus de contrastes que le résultat sera optimal, croit-elle. « Il faut savoir adapter son style, même si ce n'est pas tout le monde qui est ouvert à le faire », dénonce-t-elle.

Pour l'étudiante en journalisme à l'UQAM Naïka Édouard, la solution est évidente : il faudrait que les services de chaque artiste soient adaptés à tous et à toutes.

Malgré la démocratisation de cet art, il reste encore du travail à faire avant que soit mis en place une éducation artistique inclusive qui ne fera plus des différentes couleurs de peau, un obstacle à la création. ☺

Angles morts

CHRONIQUE

LA PLACE DE LA DIVERSITÉ AU SEIN DU JOURNALISME ÉTUDIANT

C'est en avançant avec crainte et appréhension que nous sommes tombé(e)s dans ce tourbillon qu'est le journalisme. Nos valeurs et expériences sur la table, nous avons compris que beaucoup de travail s'annonçait dans ce mandat de Vigies de la diversité et de l'inclusion.

« Il est frappant de voir comment le journal évolue sans cesse depuis 40 ans »

Ariane Brodeur-Fakhoury et Eli C. Carreón, Vigies de la diversité et de l'inclusion

Nous sommes Ariane Brodeur-Fakhoury, étudiante au baccalauréat en communication, politique et société, et Eli C. Carreón, étudiant à la maîtrise en communication centrée sur l'identité des personnes sourdes du Québec dans les arts de la scène. Au début de la session d'automne 2020, en pleine crise pandémique, un appel partagé dans une infolettre a attiré notre attention. L'annonce du nouveau poste de Vigie parmi l'équipe du journal étudiant de l'UQAM a été une belle surprise. Ayant toujours eu un intérêt avide pour la place de la diversité dans les médias, nous avons sauté sur



LILA MAITRE MONTRÉAL CAMPUS

Ariane Brodeur-Fakhoury, Vigie de la diversité et de l'inclusion

l'occasion.

Ayant chacun et chacune des parcours universitaires divergents, nous avons ressenti notre complémentarité très tôt dans le processus. Des discussions sur nos expériences de vies et notre intérêt pour les enjeux

de la diversité ont forgé une équipe de vigies prête

à s'intégrer au monde journalistique, malgré toutes les appréhensions du monde.

L'arrivée dans la rédaction du journal est particulière ; une adaptation s'impose. Notre identité se rattache à des pratiques plus militantes et subjectives. On doit se limiter : l'objectivité est de mise.

Toutefois, nos spécialisations anglent notre approche du journalisme. Elle est critique, voire contestataire, surtout en lien avec le traitement des minorités et des oppressions. Aussi, la diversité n'est pas une thématique à aborder pour le plaisir, mais bien un lot d'enjeux

qui se doit d'être traités médiatiquement. Par bonheur, l'équipe est ouverte aux changements et encline à apprendre davantage.

Problème de représentativité

Avant de commencer notre implication, une analyse exhaustive du journal était nécessaire. Il est frappant de voir comment le journal évolue sans cesse depuis 40 ans. Cependant, le manque de diversité et d'inclusion est omniprésent. Le comité de direction n'est pas diversifié. Les sujets se centrent surtout sur des enjeux relatifs aux personnes blanches. Les photos dans le papier sont peu représentatives de la communauté étudiante.

D'une vue d'ensemble, le *Montréal Campus* tend à s'améliorer par son traitement des enjeux et des luttes d'oppression au Québec. Toutefois, le passé n'est pas loin, et la représentation de la diversité autant dans les sujets d'articles que dans les photos était faible jusqu'à tout récemment.

Vouloir changer

C'est d'emblée que le travail a pris forme, dès la première rencontre. L'équipe du journal n'allait pas changer, nous devions nous y adapter. D'une part, un moyen de sensibiliser l'équipe quotidienne sur les multiples diversités et luttes d'oppressions s'imposait. Ainsi, un point d'information des Vigies a été mis en place afin de former adéquatement l'équipe de direction sur les enjeux relatifs à la diversité. En mettant de l'avant la voix des communautés marginalisées, nous leur procurons chaque semaine des balados, des articles, des films et des lexiques utiles pour leur rédaction journalistique.

Ensuite, le guide d'écriture épique au sein du *Montréal Campus* s'actualise, sous la grande collaboration des Vigies et des correctrices du journal. Ajuster notre utilisation de la langue française à des fins d'égalité et de respect pour l'identité d'autrui est primordial



LILA MAITRE MONTRÉAL CAMPUS

Eli C. Carreón, Vigie de la diversité et de l'inclusion

dans ce changement organisationnel. S'ensuit aussi la partie la plus importante de notre mandat, soit un guide de la diversité et de l'inclusion. Ce document rassemblera un lexique complet touchant au traitement médiatique des diverses minorités ainsi que des lignes directrices pour naviguer avec humanité et prudence dans la rédaction inclusive.

Notre présence constante dans les rencontres de production ainsi que dans la correction des articles traitant d'enjeux sociaux relevant de l'inclusion est requise. C'est une bonne manière de combiner les deux visions, plus politique et journalistique, pour insérer les enjeux d'autrui au centre de la production.

Pour la suite du journalisme

À quoi ressemblera le journalisme étudiant, même québécois, avec une inclusion plus active de la diversité ? Comment l'insertion d'une Vigie au sein des équipes

journalistiques peut-elle favoriser une représentativité plus juste dans le traitement médiatique ? Le futur reste à voir !

En tant que chercheuses, nous remarquons que les constantes remises en question et même les erreurs font partie de notre quotidien. Il serait utopique de croire que ces difficultés n'affecteraient

pas le processus de changement organisationnel que vit un journal lors de ce type d'adaptation. Il faut seulement continuer à progresser, tendre vers des pratiques plus inclusives afin d'y arriver, lentement mais sûrement.

Ce croisement des chemins entre la pratique journalistique et nos parcours politiques et artistiques est rafraîchissant. Il montre cette ouverture aux changements et cet intérêt vers l'inclusion et la diversité. Ainsi, le journalisme de demain se doit de viser une diversité d'opinions qui est représentative du milieu universitaire. Il ne reste plus qu'à sortir de la théorie, et de l'appliquer en pratique. ❖

« Cependant, le manque de diversité et d'inclusion est omniprésent »

Ariane Brodeur-Fakhoury et Eli C. Carreón, Vigies de la diversité et de l'inclusion

RUE
STE - CATHERINE
EST

... *je t'aime*

page 10

MONTRÉAL CAMPUS

Journal étudiant de l'Université du Québec à Montréal

Le lundi, 1er décembre 1980,

vol. 1, no 1



La caisse pop

Déjà 3 hold-up

Visitée régulièrement par les voleurs, la caisse pop de l'UQAM attend avec impatience des vitres anti-balles. Nous pourrions alors parler d'argent en toute sécurité.

page 3



ARC Dernier sursis ?

page 6

MARILYN FRENCH

De l'UQAM au RITZ notre reporter l'a suivie. Elle nous trace un portrait chaleureux de cette féministe dont l'oeuvre entrouvre les portes de l'avenir.

page 7

